



LE GROUPE SIKA FACE À SES ACTIONNAIRES

L'engrenage bien programmé

PAGE 9

SUITE DE L'AFFAIRE UBS AUX USA

Jugement remarqué à Genève

PAGE 6

TITRE LOGITECH TRÈS RECHERCHÉ HIER

Le groupe devenu convaincant

PAGE 8

CROISSANCE DU GROUPE INDUSTRIEL SFS

Remis en question par le franc

PAGE 9

BANQUE CANTONALE DE FRIBOURG

Le nouveau record de bilan

PAGE 6

TECAN ET SES ROBOTS DE LABORATOIRES

Cas d'école monétaire positif

PAGE 9

ENTRETIEN DU RÉSEAU AUTOROUTIER

Sur le modèle privé autrichien

PAGE 2

PREMIÈRE POUR UNE BANQUE CANTONALE

Zurich impose des taux négatifs

PAGE 4

Droits humains et industrie



JOHN RUGGIE. Grand théoricien de la responsabilité humaine des entreprises. A Genève lundi.

Lundi, John Ruggie, ancien rapporteur spécial du Conseil des Droits de l'homme et auteur des principes directeurs sur le respect par les entreprises des droits de l'homme, rencontrera Klaus Leisinger, ancien président du conseil de la Fondation Novartis et membre du conseil de la Fondation Guilié, lors de la conférence «Droits de l'homme 'sans frontières': risques et enjeux pour les entreprises suisses» organisée par la Fondation Guilié au Graduate Institute. Se joindront à eux Claude Wild, Chef de la Division Sécurité humaine au DFAE, Peter Niggli d'Alliance Sud et le professeur Cédric Dupont du Graduate Institute. Les principes directeurs dits «principes de Ruggie» ont été approuvés en juin 2011 à l'unanimité par le Conseil des droits de l'homme. Ils sont soutenus activement par l'OCDE, l'Union européenne, l'Organisation des États américains, l'Union africaine et la Société financière internationale. Certaines multinationales leaders y adhèrent mais sur les quelques 80.000 sociétés transnationales recensées, une majorité ne les a pas encore endossés. La Suisse peut-elle jouer un rôle leader dans les problématiques de droit humain et le rôle des entreprises? Oui, estime John Ruggie. Un dossier à replacer dans le contexte de l'initiative populaire annoncée lundi par l'alliance des ONG responsable de la campagne «Droit sans frontières» de 2012. PAGE 10

L'offensive monétaire est bien plus intense que prévu

La création de liquidités par achat de dette publique et privée va largement dépasser le millier de milliards d'euros.

Déterminée à contrer le risque de déflation et à stimuler l'économie de la zone euro, la Banque centrale européenne (BCE) a annoncé comme prévu des rachats massifs de dette, notamment publique, qui s'élèveront à au moins 1140 milliards d'euros (autant en francs). Le conseil des gouverneurs a décidé de lancer un programme élargi de rachats d'actifs publics et privés, a annoncé Mario Draghi lors de sa conférence de presse à Francfort, lançant une offensive monétaire très attendue face à la faiblesse récurrente de l'évolution des prix en zone euro. Ces rachats d'actifs seront échelonnés à raison de 60 milliards d'euros par mois à partir de mars

2015. Dans le détail, ce programme sera mené de manière sûre jusqu'à fin septembre 2016 et en tout état de cause jusqu'à ce que nous voyions un ajustement pérenne dans la trajectoire de l'inflation, conformément à notre objectif d'atteindre un taux d'inflation inférieur mais proche de 2%, a précisé le président. «20% des achats d'actifs supplémentaires seront soumis à un régime de partage des risques», limitant ainsi le degré de solidarité entre contribuables européens lors des futurs achats massifs de dette publique et privée. La BCE détiendra 8% des titres supplémentaires achetés, dont les risques seront donc automatique-



BLOOMBERG

MARIO DRAGHI. «Il faut maintenant que les gouvernements et la Commission européenne agissent.»

ment mis en commun. En supplément, 12% des actifs achetés dans le cadre du programme par les banques centrales nationales comprendront eux aussi un risque mutualisé. Car ce sont bien les banques centrales des 19 pays de

la zone euro, et non la BCE elle-même qui mettront en œuvre l'essentiel du fameux QE annoncé hier.

Cette division des risques entre Etats européens était notamment défendue par l'Allemagne, qui ne souhaitait pas payer pour les éventuelles pertes subies par ses partenaires européens.

En pratique, les achats se feront sur la base de la clé de capital de la BCE. La part dans le capital de la zone euro est elle-même calculée en fonction du poids de son économie dans le bloc. L'Allemagne, première économie de la zone, sera donc la première bénéficiaire du programme en volume.

PAGES 3 ET 4

ÉDITORIAL FRANÇOIS SCHALLER

Remake prévisible des années 1990

On pouvait encore avoir des doutes, il n'y a plus: l'assouplissement quantitatif annoncé hier à Francfort est une copie du quantitative easing américain (QE), et il devrait porter sur vingt mois. L'un des buts proclamés étant d'affaiblir l'euro par rapport aux grandes devises de référence, cet effet redoutable pour la Suisse va durer au moins jusqu'en septembre 2016. C'est pour l'instant le seul angle de visibilité dont disposent les entreprises, la politique économique et monétaire en Suisse. Il ne veut évidemment pas dire que la pente du franc sera aussi éprouvante que ces derniers jours. Il y aura même des phases correctives d'affaiblissement. Le cas s'est déjà produit hier par instants, il pourra encore se produire sur plusieurs jours ou plusieurs semaines. Ce qui est certain toutefois (sauf élément nouveau et important), c'est que la Suisse est entrée dans une longue période de franc structurellement

lourd. Avec un niveau de chômage qui devrait, selon nos estimations sommaires, atteindre les 5% avant dix-huit mois (3,4% actuellement). Sachant que le QE a duré sept ans aux Etats-Unis, avant que la Réserve fédérale décide d'y mettre fin et que le dollar inverse sa courbe, on mesure les risques de scénarios encore bien plus défavorables. Les chiffres de l'économie, et le climat politique détestable qu'ils vont assurément alimenter, représenteront peut-être les seuls facteurs modérateurs endogènes éloignant les investisseurs du franc. Cette situation de départ est très semblable à ce que la Suisse a connu dans la décennie 1990. Combinées au choc du vote populaire de 1992 contre l'Espace économique européen (EEE), ces années «franc fort» avaient durci et accéléré le processus continu de destruction en grande partie créative dans l'industrie. Elles avaient surtout

débloqué de grandes réformes politiques dans les conditions cadres (le terme remonte à cette époque), dont on parlait depuis longtemps mais qui paraissaient impossibles jusque-là. L'économie suisse et les dépenses publiques en ont largement bénéficié pendant quinze ans, jusqu'à la semaine dernière. Il n'y aura bien sûr pas de répétition point par point, ni de symétrie dans la durée ou l'ampleur. Il est même possible qu'un effet de chaos (au sens du papillon) fasse évoluer la situation dans un sens assez différent. Les Suisses ayant choisi de ne pas s'enfermer dans l'Espace économique, le découplage avec l'Europe est devenu lui-même une condition cadre, et l'objectif paraît simple à formuler à ce stade: il reste à poursuivre le processus de diversification des débouchés commerciaux, des risques géographiques et monétaires. Même si c'est évidemment beaucoup plus facile à dire qu'à faire. ■

Simonetta Sommaruga dixit

Les mouvements de population ne sont pas un problème mais un processus. La conseillère fédérale a certainement raison et elle a bien compris l'esprit de Davos.

Dans un monde globalisé, les migrations sont aujourd'hui inévitables, a observé Simonetta Sommaruga. La conseillère fédérale s'exprimait dans le cadre d'une discussion sur les migrations économiques, organisée hier au Forum économique mondial (WEF) de Davos. La présidente de la Confédération appelle les politiques à tirer avantage de ces flux, qui doivent être considérés comme un processus et non un problème. Elle a rappelé que ces flux migratoires peuvent se révéler bénéfiques pour nos écono-

mies occidentales, s'ils sont correctement accompagnés. Les migrants trouvent un emploi dans un pays d'accueil et complètent un contingent de travailleurs, nécessaire à de nombreux pays, à commencer par la Suisse. Il s'agit souvent d'une main-d'œuvre jeune, de consommateurs, bénéfiques à l'économie. Puis, dans un cas de figure idéal, lorsque ces migrants rentrent chez eux, ils emportent dans leur bagage un savoir-faire acquis durant leur séjour, qui peut profiter à leur pays d'origine. Citant l'exemple de la Suisse, qui travaille à réformer sa politique d'asile, la présidente de la Confédération espère que cette réflexion sera menée à l'échelle mondiale. Egalement dans les pays d'exil, qui doivent, eux, faire face à un risque de fuite de leurs cerveaux. Pour sa part, Johann Schneider-Ammann a rencontré des entre-

prises suisses. L'essentiel des discussions ont tourné autour de l'abandon du taux plancher du franc face à l'euro par la Banque nationale suisse. Les représentants des milieux économiques n'ont pas fait de propositions ni imposé de conditions, a tenu à préciser le conseiller fédéral en charge de l'économie. Ils n'ont pas non plus exigé un programme de relance, conformément à ce qu'a décidé le Conseil fédéral mercredi. «La Suisse vit une période de grande incertitude», a admis Johann Schneider-Ammann. Or il

est primordial qu'elle reste compétitive et concurrentielle et pour atteindre cet objectif, les firmes suisses ont besoin de bonnes conditions-cadres, de moins de bureaucratie et d'impôt, ont-elles fait savoir. Les discussions sont restées très ouvertes. Une table ronde pour les prolonger a d'ailleurs déjà été agendée dans quelques jours, selon Johann Scheider-Ammann. Il a redit qu'il comptait sur de nouveaux accords de libre-échange. Celui avec l'Inde étant en bonne voie, selon lui.

PAGE 11

LINDEGGER OPTIQUE maîtres opticiens Genève www.lindegger-optic.ch



9 771421 948004 5 0007